



Accueil > Monde

Contre l'islamisme, l'élite en lutte

ELODIE AUFRAY CORRESPONDANTE À TUNIS 21 OCTOBRE 2014 À 17:06

GRAND ANGLE Haut-lieu de la bourgeoisie tunisoise, La Marsa craint de revivre le choc d'une victoire d'Ennahda, dimanche. Dans les galeries d'art et les associations caritatives, l'heure est à la mobilisation.

Carton d'invitation en poche, le public se presse dans les travées de l'Alhambra, le cinéma de La Marsa, coquette commune en bord de mer, située dans la banlieue nord de Tunis. Ce samedi soir, 27 septembre, on y projette en avant-première le nouveau documentaire de Néjib Belkadhi, *Sept et demi*, une plongée dans l'effervescence des neuf premiers mois de l'après-Ben Ali, de janvier à octobre 2011. Le film s'attarde surtout sur la campagne pour l'élection de l'Assemblée constituante : les espoirs et les promesses de l'époque, l'enthousiasme des néoélecteurs, les observateurs à l'affût de la fraude, la désorganisation des partis modernistes face à la machine des islamistes de Ennahda... Et puis, le soir du scrutin, les visages déconfits, quand les premiers réalisent que les seconds arrivent largement en tête.

Trois ans plus tard, à l'approche des élections (législatives le 26 octobre, présidentielle le 23 novembre), le cinéaste voulait «*rafraîchir les mémoires*». «*J'espère que ça nous servira à ne pas refaire les mêmes erreurs, comme se disperser*», soupire Nadia, «*pessimiste*», à la sortie de l'Alhambra. Ville symbole de l'élite tunisienne, La Marsa ne veut pas revivre la «*catastrophe*» du 23 octobre 2011.

«ON NE CONNAISSAIT PAS PLUS LE PAYS QUE LES TOURISTES»

«*Un choc*», «*une vraie claque*», «*un coup de massue*», «*une surprise accablante*», «*un traumatisme*», décrivent les Marsois. C'est peu dire que la victoire des islamistes, en 2011, avait secoué la «*principauté*», surnom de cette bourgade du littoral tunisois. Ancien lieu de villégiature, La Marsa est devenue la résidence permanente des grandes familles tunisoises - les *beldis* - et de la nouvelle génération de cadres qui a émergé avec l'indépendance. Les «*expats*» y sont comme chez eux et, le week-end, les familles de toutes classes sociales viennent y manger une glace, boire un café au Safsaf ou prendre l'air.

Peu importe si la cité compte aussi son lot de quartiers populaires et si, comme partout, Ennahda est arrivé en tête dans tous les bureaux de vote - avec des scores certes plus faibles qu'ailleurs. La Marsa, dans le langage courant, «*c'est moins un territoire qu'un concept*», écrivait le journaliste Samy Ghorbal, dans une chronique satirique, parue en 2012. Un concept qui s'étend aux communes mitoyennes se succédant sur le littoral - Carthage, Sidi Bou Saïd et Gammarth -, voire à tous les beaux quartiers de la capitale. Et qui désigne, dans l'imaginaire collectif, cette bulle dans laquelle évoluerait l'élite bourgeoise, occidentalisée, déconnectée des réalités du pays. Des «*zéros virgule*», des «*déchets de la francophonie*» : ainsi ont-ils été brocardés, pêle-mêle, après la défaite.

Le choc, donc. «*On ne s'attendait pas à une si large victoire. On était un peu naïfs, plongés dans notre belle révolution*», se souvient l'artiste plasticienne Sadika Keskes. «*On s'est rendu compte qu'on ne connaissait pas les régions, qu'on ne connaissait pas plus notre pays que les touristes. On découvre une réalité dont on était coupés. Aujourd'hui, elle nous aveugle*», observe Rabaa Ben Achour, universitaire retraitée, issue d'une grande famille d'oulémas réformistes et membre d'al-Massar, parti de la gauche intellectuelle.

Symptôme de cette réalité venue s'imposer à La Marsa : ses plages, fréquentées il y a quelques années encore par les seuls riverains, voient désormais débarquer, aux beaux jours, les habitants des quartiers populaires avec leurs baigneuses habillées qui mettent en minorité les femmes en bikinis. «*Les nostalgiques disent qu'avant, on pouvait nager en deux-pièces, aujourd'hui de moins en moins*», dit Rabaa Ben Achour, qui trouve la nouvelle donne «*difficile mais exaltante. Au moins, on a maintenant le sentiment de pouvoir faire quelque chose pour la génération suivante*». «*J'ai découvert les Tunisiens, je ne les pensais pas conservateurs comme ça*», convient aussi Rim Abdelmoula, qui est allée s'inscrire dans un parti politique le surlendemain des résultats. Pas son truc, finalement. Cette mère au foyer, ingénieure de formation, consacre maintenant son temps à une association caritative qui procure des fournitures aux écoliers, à la rentrée, et vient en aide à des étudiants désargentés.

«ON NE PENSE PLUS À FAIRE LA FÊTE COMME AVANT»

1 Après la révolution, les élites se sont massivement engagées dans les partis, mais aussi et surtout dans des actions sociales et citoyennes : soutien scolaire, associations de médecins, convois de couvertures et de vêtements chauds lors des grands

froids de février 2012... «*On ne pense plus seulement à voyager, faire la fête et s'amuser comme avant*», raille Yosr Ben Ammar, qui a ouvert la galerie Hope en 2013, quelques mois après les émeutes déclenchées par une exposition jugée «*blasphématoire*» et suivie de menaces de mort. «*Chacun lutte avec ce qu'il connaît. Pour moi, c'est l'art. C'est une des armes contre l'obscurantisme*», expose-t-elle.

Sadika Keskes, elle, essaye de monter une coopérative pour les tisserandes de Foussana, une bourgade dans les montagnes de l'Ouest, et les aide à moderniser leur production. Rabaa Ben Achour préside l'association de défense des valeurs universitaires, créée à l'origine pour soutenir le doyen de la faculté de la Manouba, Habib Kazdaghi, aux prises avec l'activisme violent d'étudiants jihadistes. Un épisode clos, mais le collectif se propose maintenant «*de sensibiliser les étudiants à la citoyenneté et la culture, pour essayer de contrer le repli identitaire*».

«*Le changement passe par l'enfance. C'est un engagement de long terme, pour que la génération suivante soit plus ouverte, plus éduquée*», explique Lotfi Hamadi, installé dans l'un des fauteuils du Factory, le bar lounge qu'il dirige. Grandi en France, ce beau gosse de 38 ans a emménagé en banlieue Nord quelques mois après la chute de Ben Ali, animé par «*le devoir de participer à la construction*» de la nouvelle Tunisie, «*persuadé que le pays a besoin des Tunisiens qui ont acquis une expérience à l'étranger*». Il a monté une association, Génération liberté, qui travaille à améliorer les conditions de vie dans l'internat d'un collège. Déçu par les partis, comme beaucoup, il estime que «*la vraie politique, c'est la société civile. C'est elle qui agit, trouve des solutions*». Combien de fois, pendant le règne d'Ennahda, a-t-il fallu descendre au centre-ville de Tunis pour manifester, tantôt sur l'avenue Bourguiba, devant l'Assemblée nationale au Bardo, ou le tribunal à Bab Bnet, tantôt pour défendre les droits de la femme, la liberté d'expression, ou réclamer la chute du régime ? «*On les a eus, ils n'ont rien pu faire*», triomphe Sadika Keskes.

Mais voilà, les craintes resurgissent du retour des islamistes : entre les fusions, les scissions et les alliances décomposées, le camp moderniste se présente de nouveau en rangs éparés. Toutefois, à la différence de 2011, il a son champion : le parti Nida Tounes («*l'appel de la Tunisie*»), chouchou des sondages. Fondée en 2012, cette formation réunit des militants de gauche, des syndicalistes, des indépendants et des responsables de l'ancien régime. Un attelage hétéroclite, qui surfe sur le rejet d'Ennahda et sur la popularité de son leader, Béji Caïd Essebsi. Ministre sous Bourguiba, chef du gouvernement de transition après la révolution, «*Bajbouj*» est, à 88 ans, candidat à la présidentielle. Le patriarche a conquis une bonne partie de La Marsa. «*C'est une zone acquise à Nida Tounes même sila bipolarisation de l'électorat y est encore plus claire qu'ailleurs*», assure le politologue Hamadi Redissi, également membre du parti et résident de la cité.

Sono à fond, de bon matin, sur la corniche de Marsa-plage. Ce dimanche 12 octobre, Nida Tounes fait campagne dans son fief : la section locale organise une «*course vers la victoire*». Une centaine de jeunes militants s'élancent. Au micro, le speaker chauffe l'assistance à coups de «*Béji président*». «*On a besoin de quelqu'un de fort, qui a de l'expérience, pour tenir le gouvernement*», juge Lilia, venue en supportrice. C'est surtout le terrorisme et l'anarchie post-révolution qui inquiètent cette universitaire à la retraite. «*Béji va sauver l'avenir de la Tunisie*», tranche une étudiante, préoccupée par la sécurité et surtout «*les droits des femmes*». «*La plupart des gens ici estiment qu'il est le seul valable pour diriger le pays*», observe Saïd Sahli, patron de la section et ancien PDG d'entreprises publiques.

«C'EST UN VOTE DE SALUT PUBLIC»

Dans les salons marsois, le débat se focalise désormais sur le «*vote utile*». «*Il y a trois ans, on a voté avec le cœur, et nos voix ont été perdues. Aujourd'hui, il faut un grand parti, qui gagne le maximum de voix et batte Ennahda*», tranche Moez Bourguiba, petit-fils de l'ancien président et membre du Conseil national du parti. Plusieurs intellectuels ont appelé à ne pas s'éparpiller et à choisir Nida Tounes, comme Abdelwahab Meddeb : «*C'est un vote de salut public*, écrit l'essayiste sur son compte Facebook. *Nous sommes devant le choix entre d'une part une société ouverte, dynamique, adaptée aux mœurs du notre siècle [...] et, d'autre part, une société close, régressive, archaïque, engluée dans la confusion entre religion et politique.*»

«*Nous sommes à la croisée des chemins, face à deux projets de société différents*», fait aussi valoir Saïd Aïdi, tête de liste dans la circonscription Tunis 2, là où se concentrent les beaux quartiers. L'argument, martelé, fait particulièrement mouche dans cette partie de l'électorat, soucieuse de «*préserver les acquis du bourguibisme*», à l'image de Lotfi al-Hafi, patron de l'émblématique librairie Millefeuilles, autre institution marsoise. «*Une question de survie*», pour ce sympathisant d'el-Massar : «*Je ne pourrais pas continuer à travailler avec Ennahda au pouvoir, ce serait la censure*», croit-il. Dans sa vitrine, où somnole un matou roux, se côtoient des ouvrages sur la révolution tunisienne, un recueil des *Poèmes bachiques et libertins* d'Abû Nuwâs, un *Coran pour les nuls* et des essais sur l'islam. «*Ils se vendent très bien*, raconte le libraire. *Les gens essaient de comprendre, on est un peu dépassés.*»

«*Le problème de l'identité de la société a été tranché par la Constitution. Il faut arrêter les querelles idéologiques, elles n'intéressent pas le peuple*», rétorque Abdelfattah Mourou, une figure d'ouverture qu'Ennahda a choisie comme tête de liste dans la circonscription. Au final, les adversaires pourraient bien être acculés à la cohabitation : selon les pronostics, aucun n'aura la majorité.

Photos Augustin legall. Haytham

A ECOUTER